Rencontre avec l'équipe « Nos vies d'abord »
26 novembre 2015 (durée 1h15)

Participants : Pierre Laurent, Sylvie Mayer, Julien Zoughebi, pour l'équipe « Nos Vies d'abord », Éric Forti, Marianne Durand pour la Cress.

En matière d'économie sociale et solidaire, étant donné la multiplicité des secteurs d'activités investis par l'ESS, Pierre Laurent souhaite impulser une politique transversale pour mettre en place les conditions d'un changement d'échelle de l'ESS. Il s'engage à ce que les acteurs de l'ESS rassemblés par la Cress aient toute leur place dans cette politique.
Une relation de confiance, de proximité et de transparence sera engagée avec la Cress pour construire au fil du mandat une politique qui mette en mouvement l'ESS, accompagne son développement et au final rende service à la population.

EMPLOI-FORMATION
Concernant l'emploi et la formation, la force de l'ESS pour faire bouger les lignes, notamment pour remettre la question du travail - et pas seulement de l'emploi - au centre de la réflexion, est relevée. L'ESS propose une autre vision du rapport au travail, à la propriété, à la création de valeur et à son partage.
En matière d'emploi, l'équipe propose de répondre à l'urgence des départs à la retraite de dirigeants d'entreprises via un fonds de réserve pour la reprise d'entreprise en coopérative par les salariés. Cette proposition devrait être assortie d'un parcours de formation adapté pour les salariés qui feraient ce choix.

LE SOUTIEN AUX ASSOCIATIONS
Pierre Laurent évoque la « critérisation » des aides, en ajoutant qu'il faudra une volonté de fer pour faire respecter des critères différents d'attribution des aides. Cela passe aussi, selon lui, par des moyens financiers et humains dédiés. Il convient de la nécessité de sécuriser les subventions proposées et de revenir sur la logique des appels d'offre généralisés qui mettent à mal la créativité associative.
La question du statut et du positionnement de l'Atelier est abordée. Pierre Laurent relève le réel problème que posent les organismes associés au conseil régional. Sylvie Mayer évoque le statut de SCIC dont l'Atelier pourrait bénéficier.

PLACE DE L'ESS DANS L'INSTITUTION RÉGIONALE
L'équipe de Pierre Laurent affirme sa volonté de créer les conditions d'un dialogue avec les acteurs de l'ESS en inventant les conditions d'expression d'une réelle citoyenneté économique, au-delà d'une seule relation institutionnelle. La région doit être capable de bousculer les lignes et de renvoyer les valeurs à la réalité de pratiques économiques et sociales émancipatrices.
La conférence régionale ESS ne devra pas être une grand-messe, mais un rendez-vous participatif. Il faudra trouver une structure qui la prépare dans un esprit de co-construction citoyenne et créer une sorte de conseil régional de l'ESS.

ÉTAT DES LIEUX, ÉVALUATION

Pierre Laurent et son équipe prévoient de mener une analyse sur la contribution de l'ESS à la vitalité de la région avec ses acteurs, avec les centres de recherche, avec le CESER.
L'enjeu est d'investir les nouvelles méthodologies d'évaluation qui s'appuient sur des indicateurs pas seulement exprimés en euros ou en part de PIB.
À ce titre, la notion de "contribution" permettrait de porter un discours sur la manière dont on produit du lien social, de la citoyenneté économique, sur la réappropriation citoyenne des espaces de vie et de travail, sur des " équivalents de richesse" (cf. Godin et le familistère de Guise).
Sont envisageables des appels à projet vers des labos universitaires pour effectuer cet état des lieux, en utilisant des indicateurs innovants (cf Gadrey, Jany-Catrice…).
Cette démarche pourrait être conduite par une équipe dédiée aux questions d'ESS, en lien avec l'Atelier. Le vice-président de la région chargé de ce dossier devra faire le pont avec les autres politiques régionales, pour que l'ESS se projette sur chaque champ d'intervention de la région - transports, logement, formation...